



Élections aux comités techniques des directions départementales de la cohésion sociale
scrutin du 4 décembre 2014 – DDCSPP Allier

**SERVICES PUBLICS, FONCTION PUBLIQUE :
UN OUTIL RÉPUBLICAIN POUR VIVRE ENSEMBLE**

Présente dans la plupart des ministères, la FSU est une fédération syndicale attachée aux services publics, à leur indépendance face aux régimes politiques. Les statuts des agents servent à garantir la qualité de service et cette part d'affranchissement. La fonction publique correspond à une vision de la République. Mais, ces derniers temps, l'Etat n'a cessé de se défaire au nom d'une vision dogmatique qui prend les fonctionnaires pour cibles.

La RGPP, puis la MAP et demain la « revue des missions », sont autant de prétextes à détruire de l'emploi, restructurer des ministères pour peu à peu dessiner une autre république sur un modèle économique où la puissance de l'argent remplace l'égalité d'accès aux droits. La fonction publique n'est pas la caricature populiste de ceux qui veulent l'abattre mais un lien social pour les plus démunis qui contribue à la solidarité.

La FSU est engagée dans des pratiques qui recherchent l'unité d'action POUR :

- défendre le statut face aux volontés affichées de remise en cause du cadre pérenne de titulaire
- reconstruire les liens avec les ministères détruits par les faux progrès des mutualisations et restructurations qui diluent les missions
- donner un véritable statut aux CHSCT car la souffrance au travail est réelle dans les DDCSPP.
- garantir des conditions de travail sans cesse mises sous pressions des manques d'effectifs et tensions liées aux autoritarismes.

**POUR DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ
POUR L'EMPLOI
LA DÉFENSE DES STATUTS ET DES MISSIONS**

Les choix des gouvernements qui se succèdent sont ceux de l'austérité au prétexte d'économies. Mais les coupes budgétaires sont en réalité destinées à financer les entreprises (Pacte dit de responsabilité, CICE...), plus soucieuses de leur actionnariat et de leurs parts de marché que du bien commun.

- ✓ La FSU s'oppose à la braderie des biens publics, au démantèlement programmé de ministères entiers par contraction des missions, destructions d'emplois, polyvalence des statuts, dilution des services, privatisations avouées ou rampantes.
- ✓ La FSU agit pour une relance par l'investissement public, par le partage des richesses produites par le travail, réorientées vers la protection sociale, l'emploi sécurisé et des salaires décents.
- ✓ La FSU combat les logiques de dumping social, le chiffon rouge d'une dette publique, qui tirent tous les salariés vers le bas, sacrifient investissements et emploi, organisent le gâchis, le chantage à délocaliser.
- ✓ La FSU, face à l'affirmation d'une fausse modernité liée à la Finance, confirme que c'est la généralisation des droits qui construira des perspectives d'avenir pour tous, une autre mondialisation.
- ✓ La FSU estime que ce n'est pas aux ménages, ni à la sécu, ni par le dépeçage de la fonction publique, qu'on doit payer les cadeaux de l'Etat au patronat : cet argent public doit rester public dans une France championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires (40,7 milliards).

**VOTER FSU DANS LES DDCSPP LE 4 DÉCEMBRE
C'EST VOTER POUR UN SYNDICALISME D'ALTERNATIVES DE CHANGEMENT
QUI SAIT CONTESTER PARCE QU'IL SAIT PROPOSER**

MAINTENIR LA PRÉSENCE DE L'ÉTAT EN DÉPARTEMENT ET RÉGION

En mettant en place les DDI en 2010, le gouvernement de l'époque ne faisait que construire un sas de transition entre une nouvelle vague de décentralisation, de nouveaux transferts de compétences ou de privatisations par racornissement de certains ministères ou leur éclatement. **La FSU agit pour que les DDCSPP ne disparaissent pas en bureaux de préfecture à très court terme.**

« **Protection des Populations** » : La FSU agit pour renforcer le service public de sécurité sanitaire de l'alimentation, du bien-être et de la protection animale, du contrôle des installations classées. Les maladies circulent plus facilement que les humains. Il faut revoir toute la politique européenne - soutenue par la France - de délégation de service public, de privatisation de gestion du risque basé exclusivement sur des probabilités associées à la rentabilité financière.

Des moyens à la hauteur besoins passent par des recrutements de titulaires formés et correctement payés. C'est aussi mettre fin à la précarité des contractuels embauchés au moindre coût que l'Etat utilise sans scrupules. La titularisation de tous les non-titulaires est une priorité du SNUITAM-FSU. Nos actions ont permis d'obtenir des résultats mais il reste encore beaucoup à faire.

Améliorer les conditions et l'organisation du travail c'est encore et toujours :

- s'opposer aux pratiques managériales issues des logiques d'entreprise favorisant l'individualisme et la mise en concurrence au lieu de rechercher le travail d'équipe ;
- agir sur l'ergonomie des postes de travail, reconnaître la pénibilité (retraites anticipées), ouvrir de nouvelles conquêtes sur le temps de travail au lieu des dégradations voulues.

« **Cohésion sociale** » : la FSU agit pour **reconstruire un réseau régional cohérent « jeunesse et sports » et « action sociale » où les DDCS et le versant cohésion sociale des DDCSPP deviennent des unités territoriales (UT) d'une Direction Régionale de plein exercice.** C'est la seule manière de recréer de la cohérence de réseau mais aussi de sauver nos missions au sein d'un pôle ministériel dépassant un seuil critique d'emplois.

Les DDI nous les avons combattues, la seule avancée que nous aurions pu en obtenir était l'harmonisation des statuts et des rémunérations entre agent de divers corps de différents ministères. Or de cela nous n'avons rien vu.

Faire progresser les droits passe aussi par le bulletin de vote. Tous ont la même taille mais pas le même poids ou même sens. En votant FSU c'est peser en faveur du progrès

AVEC LES SALARIÉS LA FSU AGIT DANS L'UNITÉ SYNDICALE POUR

- **L'augmentation du point d'indice de la fonction publique bloqué depuis 2010** et la reconstruction des grilles salariales avec une urgence pour le C et le B ainsi que pour les non titulaires assimilés à ces grades.
- **Le respect du temps de travail et des spécificités** liées aux missions.
- **La reprise d'une politique de l'emploi public** et l'arrêt des dégradations en cours dans l'ensemble des fonctions publiques.
- **L'amélioration des droits et garanties statutaires** en lieu et place des « assouplissements » envisagés et des menaces de destruction voulues.
- **La garantie du maintien d'une protection sociale de haut niveau** face aux logiques comptables contre les retraites, la sécu, l'hôpital, la santé publique, la couverture en cas de perte d'autonomie.

LE DIALOGUE SOCIAL NE SE LIMITE PAS AUX CT/CHSCT

La FSU n'a jamais été dupe de ce fait. Aussi, l'action syndicale ne peut ni ne doit se limiter à siéger et jouer l'interface du syndicalisme comme intermédiaire entre la hiérarchie locale et les agents.

Les représentants FSU dans les instances de dialogue portent les revendications des personnels. Ils ne font pas que les « représenter ».

Ils refusent que les CT et CHSCT ne soient que des chambres d'enregistrement des décisions des directeurs. Le dialogue social ce n'est pas seulement exprimer des attentes, c'est trouver ensemble des remèdes et des compromis acceptés par les agents, sous leur contrôle.

Les représentants FSU s'engagent à débattre avec les personnels avant les CT et à rendre compte des débats, des positions prises et avis émis. La FSU ne s'enferme pas dans ces instances et articule présence dans les CT/CHSCT et sur le terrain.

La FSU est attachée à l'action intersyndicale dans les CT/CHSCT. Ses représentants cherchent à dépasser les clivages syndicaux et de services pour mieux défendre tous les personnels et le service public.

**AU PLAN LOCAL, COMME AU PLAN NATIONAL, LE 4 DÉCEMBRE,
VOTER POUR LES CANDIDATS DE LA FSU**

**c'est voter pour des collègues engagés dans l'action solidaire,
qui cherchent à partager l'information, à construire ensemble plutôt qu'à déléguer aux
experts qui savent pour les autres**